

GENERAL

LC/CAR/G.257

19 Octobre 1988

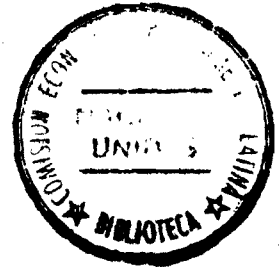
FRANCAIS

ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAIBES
Siège sous-régional pour les Caraïbes

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES

Onzième Session
Iles Vierges Américaines
18 - 22 novembre 1988



MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

DU

COMITE DE DEVELOPPEMENT ET DE COOPERATION DES CARAIBES (CDCC)

1987-1988



UNITED NATIONS

ECONOMIC COMMISSION FOR LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN
Subregional Headquarters for the Caribbean



x
.
.
.
.
.
.

INTRODUCTION

1. Ce qui suit est un rapport sur les activités de mise en oeuvre de programmes du Secrétariat de la CEPALC/CDCC pendant la période intersessionnelle d'octobre 1987 à octobre 1988.
2. Conformément au format agréé, la section I couvre le détail des activités, secteur par secteur, qui ont été accomplies depuis la dixième session tenue en septembre-octobre 1987 et comprend une courte description des activités qui n'ont pas été accomplies, ou ont été retardées ou suspendues. Bien que quelques-unes des activités proposées pour l'année suivante y sont mentionnées, les détails du programme de travail pour la deuxième moitié de l'exercice biennal 1988-1989 figurent dans le document LC/CAR/G.258.
3. Afin de faciliter les références futures, la section II résume les questions particulières pour lesquelles sont demandés au Comité des pouvoirs spécifiques, des autorisations ou de l'appui.
4. Dans toutes ses activités le Secrétariat continue dans la mesure du possible de privilégier le concept et employer la modalité de la Coopération Technique entre Pays en Développement (CTPD). Le document comprend donc une section consacrée exclusivement à la CTPD et faisant état des accomplissements dans ce domaine.
5. Les efforts ont continué en vue de développer et renforcer les liens entre la CEPALC/CDCC et d'autres organismes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, dans le but d'augmenter au maximum les ressources disponibles et de promouvoir une approche intégrée et pluridisciplinaire aux efforts de développement des états membres.

RESEAU D'INFORMATION SUR LES BREVETS DES CARAIBES
(CARPIN)

6. Les réalisations les plus significatives de l'année concernée sont la consolidation du concept de réseau en tant que moyen de renforcer les systèmes et services d'information, et l'augmentation de la capacité existant dans la région d'utiliser les nouvelles technologies de l'information comme des outils pour fournir de l'information en appui aux activités de développement menées dans la région. Le Secrétariat de la CEPALC/CDCC a fourni un apport à la mise en place de cette capacité.

Activités accomplies

7. (a) Développement du système d'information des Caraïbes pour la planification économique et sociale (CARISPLAN).

8. L'année concernée a vu une amélioration sensible du fonctionnement du réseau CARISPLAN. Au niveau national, les points de convergence se sont occupés activement d'activités de formation, à la production et diffusion de Bulletins Signalétiques mensuels ou trimestriels, à l'organisation de réunions destinées à sensibiliser les utilisateurs à l'utilité du système, et à la création de bases de données nationales. Au niveau régional, l'OECS-INFONET est devenu un sous-réseau d'information intégré et actif destiné à desservir un public spécifique mais ayants des liens solides avec d'autres réseaux caribéens et extra-régionaux. La CEPALC a pu fournir à ces réseaux l'aide technique et le soutien nécessaire à leur développement.

9. Au centre de documentation des Caraïbes de la CEPALC, ont figuré parmi les sorties produites des bibliographies, des listes de vedettes d'auteurs, des Résumés du CARISPLAN, des Bulletins Signalétiques; plusieurs recherches documentaires ont été réalisées à l'intention de fonctionnaires de la CEPALC et de l'extérieur, on a institué un accès à distance aux bases de données du Centre à l'intention des clients extérieurs, un service de courrier électronique et la consultation en ligne de bases de données d'autres institutions ont été acquises et montées et des segments de ces bases de données ont été fournis aux états membres du CDCC sous une forme exploitable sur machine.

10. Il existe à l'heure actuelle six bases de données montées sur l'ordinateur de la CEPALC et qui offrent un accès en ligne:

- (i) CARISPLAN (17,000 fiches comportant des résumés avec une pertinence économique et sociale);
- (ii) CAGRIS (718 fiches avec résumés établies par la Bibliothèque de l'UWI, St. Augustine, en tant qu'institution coordonnatrice régionale, au moyen du logiciel MICRO CDS-ISIS);
- (iii) CARPAT (1,700 fiches de brevets accordés dans les pays des Caraïbes;
- (iv) SHARK (bibliographie électronique comportant 1,200 fiches, établie au moyen de Micro CDS-ISIS par le Ministère de la production alimentaire de Trinité-et-Tobago;
- (v) INFOBIB, base de données de 262 fiches sur les nouvelles technologies de l'information;
- (vi) LABORDOC - La base de données de la bibliothèque de l'Organisation International du Travail. Elle couvre, entre autres, des publications de l'OIT, des livres, périodiques et documents techniques dans les domaines des relations industrielles, droit du travail, emploi, etc., figurant dans les fonds de la bibliothèque de l'OIT, Genève.

11. Les bases de données ont été consultées avec succès depuis Barbade, Sainte Lucie, Montserrat, Dominique, Jamaïque et Trinité et Tobago. Comme l'accès au système central se fait uniquement par appel au cadran sur des lignes à fréquence vocale, les coûts de communication pour les utilisateurs en dehors de la Trinité et Tobago sont élevés. Le Centre de Documentation des Caraïbes de la CEPALC est sur le réseau local de commutation de paquets sur une base d'appel au cadran, et cet équipement est utilisé pour accéder à des bases de données commerciales étrangères. Une ligne "louée" fournirait des transmissions "plus nettes" et permettrait aux utilisateurs d'accéder au système à un meilleur rapport qualité-prix. En ce moment, cependant, cet équipement est couteux.

Assistance technique et formation

12. La formation dans l'utilisation du logiciel Micro CDS-ISIS s'est faite sous la forme d'ateliers régionaux et nationaux, de stages organisés au siège et de formation et consultations sur le tas. Jusqu'à aujourd'hui plus de 120 bibliothécaires et quelques analystes-programmeurs ont été formés à l'utilisation de ce logiciel.

13. Un atelier de formation de deux semaines a eu lieu à Guyane du 25 au 29 janvier 1988.

14. Un stage de la CEPALC a été mis sur pied au siège de la CEPALC pour le Directeur de Réseaux de l'OCDE-INFONET pour lui permettre d'étudier les possibilités les plus sophistiquées du Micro CDS-ISIS. Ceci en relation premièrement avec (a) la gestion d'une base de données composée de plusieurs sources; (b) la fourniture de lignes d'orientation sur les procédures de routine du CDS-ISIS pour les membres du réseau, et (c) l'utilisation des programmes ISIS compilés en Pascal.

Missions Consultatives

15. Avec l'aide de l'UNESCO, sept pays des Caraïbes Orientales et les deux Secrétariats de l'OCDE furent visités pour fournir une aide technique et une formation supplémentaire dans l'utilisation du CDS-ISIS. La formation a eu lieu dans le cadre du réseau OCDE/INFONET dans lequel les membres partagent un manuel de procédures commun et une structure de base de données basée sur le format du CARISPLAN. Les missions avaient pour but d'assurer qu'à travers les contacts individuels, chaque spécialiste pourrait acquérir une bonne compétence dans l'utilisation du programme pour:

- (i) Entretien un système de récupération d'informations;
- (ii) Produire des sorties d'imprimante d'après les bases de données, spécialement des listings réguliers des acquisitions récentes et pertinentes: et
- (iii) Echange des registres avec les autres unités de documentation de la région.

16. La majorité des bibliothécaires avait déjà été familiarisée avec ce programme à l'occasion d'un des nombreux ateliers, mais, pour une raison ou pour une autre, n'avait pas mis ce programme en oeuvre. Ces visites sur-le-terrain se sont avérées des méthodes bien plus efficaces que les travaux de groupe précédents.

17. Parmi les activités spécifiques du programme de travail menées à bien figurent:

- (i) Production automatisée du Bulletin Signalétique mensuel, Vol. 10, Nos. 1-12 et des Résumés du CARISPLAN, No. 14/15;
- (ii) Le microfilmage des documents sur les brevets dans les Caraïbes et des documents répertoriés dans la base de données de CARISPLAN est en cours;
- (iii) Compilation et distribution aux points de convergence de paquets d'articles de la presse au sujet des nouveaux domaines de techniques de l'information;

- (iv) Consultation de bases de données extérieures à la demande des clients;
 - (v) Plusieurs sessions internes de formation sur l'indexation et l'abstraction et dans l'utilisation du MINISIS comme un outil de recherche documentaire;
 - (vi) Une documentation sur les systèmes et procédures a commencé et sera terminée durant l'année prochaine;
 - (vii) Dans le but de fournir un service plus dynamique et plus approxié aux états membres, le Centre a préparé des profils nationaux pour tous les états membres. Ces profils ont été envoyés aux bibliothécaires des points de convergence nationaux pour vérification et mise à jour. Les profils corrigés ont été analysés et une matrice préparée pour déterminer les priorités communes. Il y a de 6 à 8 secteurs de priorités communes sur lesquelles le Centre souhaiterait instituer un service de Distribution Selective d'Information l'année prochaine; et
 - (viii) L'intégration de registres de documents des Nations Unies et d'articles de presse à la base de données a commencé.
- (b) Réseau d'Information sur les Brevets des Caraïbes (CARPIN)

18. La création de l'Unité d'Information et de Documentation sur les brevets a permis au bureau de la CEPALC/CDCC d'élargir sa gamme d'aides techniques et d'information données à ses membres en relation avec la promotion d'un plus grand développement économique et social.

19. Un nouveau projet "Renforcement de l'Utilité d'Information et de Documentation sur les Brevets (PIDU) en tant que service régional pour soutenir le développement industriel et les transferts de technologie dans les Caraïbes ", financé par le Centre de Recherche de Développement International (CRDI) avec l'aide technique du Bureau des Brevets Canadien et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) est né en Août 1987. Au titre du nouveau projet les activités suivantes furent entreprises:

- (i) L'entretien continu du système d'information relatif aux brevets à la CEPALC/CDCC et une base de données informatisée des brevets accordés dans les Caraïbes. Cela reste encore une priorité car quelques-uns des points de convergence n'ont pas envoyé leurs documents à l'Unité;
- (ii) Entretien d'un petit fonds de documents de référence scientifiques et techniques sans rapport avec les brevets;

- (iii) Avec la coopération du Bureau Canadien des Brevets (Propriété Intellectuel du Canada, Affiches Corporatives et de Consommateurs); une nouvelle approche dynamique de l'utilisation des informations technologiques amenées par les brevets pour le secteur industriel a été développé. Ceci a été mis en oeuvre par une mission d'études (avec un consultant du Bureau Canadien des Brevets) dans six pays - Guyane, Trinité-et-Tobago, Grenade, Saint Vincent-et-Grenadines, Jamaïque et Barbade - dans le but d'identifier les secteurs de priorité et leurs besoins du développement technologique. Des visites furent également faites aux Corporations de Développement Industriel, aux associations de fabricants et aux bureaux d'état civil.
- (iv) Comme suite à cette étude le Bureau des Brevets Canadien et la CEPALC à nouveau ont coopéré sur une série de séminaires d'un jour sur les brevets et les transferts de technologie. Ils eurent lieu à Guyane, en Grenade, à Sainte-Lucie et à Trinité-et-Tobago. Les séminaires étaient dirigés vers les utilisateurs potentiels des documents sur les brevets et ont mis l'accent sur les quatre secteurs de Propriété Intellectuelle, ont analysé les documents sur les brevets et leur utilisation comme outil dans le développement industriel;
- (v) Fourniture d'un service d'information rendant disponible un service de recherche/demande pour des informations techniques déjà disponibles grâce à la coopération avec le Service d'Information du Bureau Canadien des Brevets;
- (vi) L'OMPI a mis sur pied, avec la CEPALC et la CARICOM, une réunion d'experts sélectionnés qui a eu lieu du 30 Novembre au 2 Décembre 1987 à Port d'Espagne pour discuter d'une ébauche d'options alternatives pour établir un projet de coopération inter-gouvernementale ou la propriété industrielle pour les Caraïbes anglophones, Haïti et Suriname.
- (vii) Une mission d'experts et un consultant, à travers le projet régional RLA 87/005, a visité Haïti et la PIDU en rapport avec la coopération dans le projet et la fourniture des données sur des Brevets enregistrés à Haïti et dans la PIDU; et
- (viii) Préparation et distribution des brochures promotionnelles décrivant l'Unité d'Information sur les Brevets.

Activités proposées pour la prochaine période:

20. Les activités suivantes sont proposées pour la période entre les sessions:

(a) CARISPLAN

- (i) Service DSI dans six domaines au minimum;
- (ii) Commercialisation des services d'information; et
- (iii) Poursuite de l'assistance, aux centres participants nationaux, dans l'utilisation du Micro CDS-ISIS.

21. (b) CARPIN

- (i) Poursuite d'un service d'information sur les brevets à l'industrie, la recherche, les inventeurs et les entrepreneurs, à travers le soutien du Bureau Canadien des Brevets;
- (ii) Poursuite de l'entretien des bases de données informatisées sur les brevets, d'un Répertoire des Brevets des Caraïbes et d'un bulletin de propriété industriel;
- (iii) Poursuite des séminaires d'utilisateurs pour les pays non couverts lors de la première année du projet;
- (iv) Dans le cadre du projet régional de l'OMPI, promouvoir les missions d'experts et de consultants ayant pour but de renforcer le développement global de la propriété industrielle dans les Caraïbes; et
- (v) Une coopération et des liens plus étroits doivent être établis avec le Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie (CCST) spécialement dans le domaine de l'utilisation des brevets pour les transferts de technologie.

BANQUES DE DONNEES STATISTIQUES ET SERVICES CONNEXES

22. Les restrictions de ressources sévères rencontrées par le Secrétariat ont amené une consolidation de certaines fonctions dans le domaine de la BANQUE DE DONNEES STATISTIQUES. Par conséquent, le document "Statistiques agricoles des Pays des Caraïbes" qui dans le passé relevait d'un programme à part de la Banque de Données est maintenant un sous-ensemble de cette Unité.

Activités réalisées

23. (a) Publication du document intitulé "Selected Statistical Indicators of Caribbean Countries" (Indicateurs statistiques sélectionnés des Pays des Caraïbes)" en 1988.

24. Ce document, LC/CAR/G.250 présente les principaux indicateurs du comportement économique des pays de l'OECD de 1978 à 1984-1985 avec l'aide de graphismes générés par ordinateur. Ce document peut être utilisé par les chercheurs désireux de faire des comparaisons dans l'espace et le temps. C'est une source commode d'information déjà prête pour les analyses économiques et sociales produites par le Secrétariat. Un total de 96 tableaux y sont représentés. Ceci représente seulement une partie du contenu de la Banque des Données, car il est en effet peu pratique de les présenter tous sur un document. Des publications ultérieures traiteront de sujets différents et seront réalisées sous formes textuelles, mais reposeront sur une plus grande variété d'analyses à travers des présentations graphiques.

25. Le document a été distribué à un certain nombre d'utilisateurs principaux dans les pays du CDCC. En plus, les données ont été distribuées sous forme de disquettes aux agences qui préfèrent traiter des données exploitables sur machine.

26. Le travail sur l'entretien de la base de données a continué pendant la période écoulée, et le travail préparatoire pour la publication d'un document successeur est en cours. Une autre publication des "Indicateurs Statistiques Sélectionnés" sortira en 1989.

(b) REDATAM (le sigle renvoie à Récupération de Données de Recensement pour petites aires pour Micro-ordinateur).

27. L'Unité Statistique a distribué des exemplaires du programme REDATAM pour que les pays des Caraïbes se familiarisent avec le programme en vue de sa pleine utilisation dans le cycle de recensements de population et de mouvements démographiques ménages en 1990. Des bases de données des recensements démographiques de 1980 pour Saint Vincent-et-Grenadines, Grenade, Dominique et les Iles Vierges Britanniques sont prêtes. Des bases de données ont été installées en Dominique et dans les Iles Vierges Britanniques. Grenade recevra sa base de données début 1989 alors que celle de Saint Vincent-et-Grenadines s'effectuera à la suite de la réception d'un ordinateur par le Bureau des Statistiques.

Action nécessaire pour faciliter cette activité:

(c) Statistique agricoles des pays des Caraïbes - Vol. VIII

28. Le Volume VIII de cette série (document LC/CAR/G.189) a été distribué en 1987 à un grand nombre de Ministres et de Chambres dans les pays du CDCC. Le matériel pour ce document a été obtenu par les réponses des pays à un questionnaire adressé par la poste et complété par des données publiées par le FAO. La mise à jour de ce document et sa refonte ou termes de présentation sont en cours, mais son achèvement a été remis à cause d'un faible taux de réponse à cette date. Au moment d'écrire ceci, le taux de réponse est de l'ordre de 56 %.

(d) Soutien de la CEPALC aux pays des Caraïbes de l'Est

29. Le Secrétariat a été invité par les Secrétariats du PNUD et de l'OECO à étudier les priorités accordées à la statistique dans les pays de l'OECO pour les années 1988 à 1991 et à imaginer un document de projet en vue d'un financement par le PNUD. L'étude a été dirigée par l'Unité de Statistiques du Secrétariat et un projet estimé à 442.882 dollars préparé et approuvé, le Secrétariat de l'OECO étant l'agence de mise en oeuvre régionale. L'Unité de Statistiques continuera d'apporter son soutien aux activités du projet.

(e) Planification économique et sociale dans les Caraïbes

30. L'Unité de Statistique a collaboré avec l'Institut Latino-américain de Planification économique et sociale pour diriger un atelier sur une banque de données de projets et a contribué par une conférence à un atelier/séminaire sur la Planification des Investissements du Secteur Public. Le but était de sensibiliser l'équipe de Ministère du Plan et de la Reconstruction du Gouvernement de Trinité-et-Tobago au sujet de la nécessité d'une banque de données de projets, et de fournir une aide dans sa mise en place.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE

31. Le Secrétariat de la CEPALC et du CDCC a continué à fournir des services de secrétariat au Conseil des Caraïbes pour la Science et la Technologie (CCST) pendant la période écoulée et a participé à la mise en oeuvre de son programme de travail comme décidé à la Septième Session Plénière qui s'est tenue en Jamaïque du 1-3 Décembre 1987.

Activités Réalisées

32. (a) Convoquer et organiser les réunions suivantes:

(i) 9ème Réunion du Comité Exécutif, Jamaïque, 1er Décembre 1987;

(ii) 7ième Session Plénière, Jamaïque, du 1 au 3 Décembre 1987.

a. Le rapport de travail du CCST pour 1987 a été présenté aux états membres et le programme de travail proposé pour 1988 a été soumis à leur jugement. Parmi les décisions principales prises lors de cette réunion, une modification à l'article 4 du statuts du CCST autorise la participation des territoires non-indépendants aux travaux du Conseil. L'Article 4 des statuts est donc maintenant:

- "1. Les membres du Conseil comprendront les états membres du CDCC.
2. En plus, le Conseil pourra admettre comme membre du CCST tout pays ou territoire situé dans la région des Caraïbes. Dans le cas d'un pays ou territoire non-indépendant, une demande d'admission comme membre du CCST devra être adressée au Conseil pour les autorités gouvernementales compétentes de l'état responsable pour les relations internationales du pays ou territoire en question."
- b. Une discussion approfondie sur le thème "Biotechnologie" a été entreprise par les délégués avec un représentant de la Jamaïque menant le débat. Il a défini les réalisations de la Jamaïque jusque là dans ce domaine en ce qui concerne la culture de tissus et a offert une aide technique aux états membres pour la mise en place de laboratoires et l'échange d'informations. D'autres délégués ont commenté les activités en Biotechnologie dans leur pays.
- c. Le Conseil a joint par voix à l'inquiétude grandissante au sujet du déversement des déchets toxiques dans la région, et a écouté un rapport d'un consultant du PNUE concernant le développement d'un réseau pour l'échange et le transport d'informations sur l'environnement dans les Caraïbes Elargies (CAPNET).
- d. Un logo pour le CCST a été présenté et accepté pour le Conseil lors de cette session.
- e. Le Conseil a donné son accord pour que le prochain sujet pour une discussion approfondie soit "Salons de la Science" et a prié instamment les états membres de partager leurs informations sur ce sujet.
- f. D'autres décisions du Conseil se trouvent dans le procès-verbal de la Septième Session Plénière, du 1er au 3 décembre 1987, document CCST/88/1.
- (iii) Le Secrétariat a continué de publier le Bulletin du CCST, Vol. 4, Nos. 1-5 en circulation.
- (iv) Le projet en cours à Sainte-Lucie en collaboration avec l'Université des Iles Vierges sur la production d'aliments pour bétail est maintenant dans sa seconde phase et les chiffres préliminaires sont dès à présent disponibles pour les taux de croissance des cochons. La prochaine phase du projet est de tester la qualité de la viande et de calculer le coût de la ration. On espère que ce sera terminé avant la fin de cette année.

- (v) En relation avec la décision d'assister les états membres pour examiner le rôle de la science et de la technologie dans leurs efforts de développement avec pour thème "Science et Technologie - Un maillon vital pour le développement national", le Secrétariat a fourni assistance au:
- a. Gouvernements d'Antigua et de Barbuda pour organiser son stage national sur la Science et la Technologie, du 25 au 29 Avril 1988; et
 - b. Le Gouvernement de Dominique pour mettre sur pied son Atelier National du 3 au 5 Octobre 1988.

On espère publier les rapports de ces consultations dans un très bref délai (1989).

(b) Autres Activités

33. Le Secrétariat continue de collaborer avec d'autres agences et organisations pour l'approfondissement des connaissances scientifiques et techniques dans la région et pour le renforcement des liens entre les agences de science et technologie. Dans cet objectif le secrétariat:

- (i) A envoyé deux personnes à suivre un atelier de formation pour enseignants de science, financé par l'Université des Iles Vierges et le Laboratoire National de Californie Lawrence Livermore à Sainte-Croix, IV Américaines, du 20 Juin au 1er Juillet 1988. Les rapports des participants indiquent que cet atelier a été très enrichissant et on propose de mettre sur pied des atelier similaires l'année prochaine;
- (ii) A co-financé, avec le gouvernement de Trinité-et-Tobago, un atelier de Biotechnologie, du 25 au 27 Février 1988 à Trinidad et a permis la présence d'experts à cet atelier.
- (iii) A participé à la réunion des Ministres de CARICOM responsables de la Science et de la Technologie, du 7 au 10 Mars 1988, et a participé à la réalisation de documents utiles à la réunion;
- (iv) A participé à la réunion de l'Académie Nationale de Science à Trinidad du 16 et 17 Mai 1988; et
- (v) A aidé l'envoi de quatre personnes des Iles du Vent en formation dans un atelier sur les produits dérivés de la banane, au Brésil du 22 Septembre au 6 Octobre 1988.

Activités non accomplies, retardées ou suspendues

34. Un certain nombre d'activités ont dû être remises à cause de restrictions financières rencontrées par le Conseil. De plus, une réunion de science et technologie tenue par le CARICOM a rempli la tâche, au moins pour cette année, d'une réunion d'agences qui avait été proposée, et la série de Consultations Nationales devra être terminée avant que de nouveaux projets et programmes puissent être élaborés sur une base régionale.

Activités proposées pour la prochaine période

35. Le Secrétariat essaiera de mettre en oeuvre des propositions de projets dans le programme de travail durant l'année prochaine (1989), comme il est mentionné dans le Document CCST/88/2, ainsi que les programmes approuvés lors de la prochaine réunion du CCST prévue pour décembre à Trinité-et-Tobago.

SUPPRESSION DES BARRIERES LINGUISTIQUES

Activités réalisées

36. L'année dernière les coordinateurs communs du projet, le Secrétariat et le Ministère de l'Education des Antilles Néerlandaises, se sont occupés de la mise en oeuvre des activités suivantes:

37. (a) Une réunion du Groupe Consultatif a été convoquée à Trinité-et-Tobago du 14 et 15 Décembre 1987 pour discuter et programmer tous les aspects de l'Institut de Langues des Caraïbes en projet. Des représentants des principales institutions de formation en langues dans la sous-région ont participé à cette réunion.

38. La réunion a réalisé ce qui suit:

- (i) Une réunion du brouillon du document de projet sur la suppression des barrières linguistiques qui définit l'Institut de Langues des Caraïbes et les Chapitres Nationaux dont il est composé;
- (ii) La préparation des directives pour l'organisation et le fonctionnement des Chapitres Nationaux de l'Institut de langues des Caraïbes; et
- (iii) La préparation d'un nombre de recommandations sur le développement de Services d'Interprétation et de Traduction dans les pays membres du CDCC.

39. (b) Deux missions ont été menées pour encourager la création d'un réseau entre les institutions de langues respectives dans la sous-région:

(i) Mission du Doyen de la Faculté des Humanités de l'Université de Guyane à l'Instituto Lingwistiko Antiano et à l'Université des Antilles Néerlandaises, Curaçao, en Janvier 1988; et

(ii) Mission à Cuba du personnel du Secrétariat du CDCC de l'Ecole de Langues de l'Institut National d'Education Supérieures, Science et Technologie (NIHERST) de Trinité-et-Tobago, et de l'Instituto Lingwistiko Antiano, en Mars 1988. Pendant la mission des discussions ont eu lieu avec le gouvernement cubain et les institutions de formation en langues dans le but d'incorporer ce pays plus à fond dans le programme.

40. (c) Un atelier régional sur les techniques d'interprétation simultanée s'est tenu à Trinidad du 18 Juin au 2 Août 1988 et a donné une formation intensive à 15 personnes travaillant comme interprètes et traducteurs dans leur pays respectifs; en collaboration avec l'Ecole de Langues (NIHERST) à Trinité-et-Tobago. Des participants venaient également de Barbade, de Guyane, de Grenade et de Jamaïque.

41. L'atelier est le premier d'une série destinée à améliorer les capacités de telles personnes dans les pays membres du CDCC. La formation se poursuivra dans le cadre d'un programme professionnel en collaboration avec les institutions nationales et sous-régionales respectives.

42. Des ateliers nationaux auront lieu à Saint-Vincent-et-Grenadines et à Cuba dans le dernier trimestre de 1988 et il est prévu que des Chapitres Nationaux seront lancés officiellement à cette occasion.

43. Des projets ont été faits dans la création des Chapitres Nationaux de l'Institut de Langues des Caraïbes comme il était proposé dans le nouveau document projet. Des chapitres ont déjà été mis en place en Jamaïque et à Trinité-et-Tobago. On envisage la création de chapitres à Barbade, à Grenade et à Saint-Vincent-et les-Grenadines dans un futur proche.

44. L'activité principale des Chapitres Nationaux est la préparation d'un Plan National d'aménagement linguistique qui deviendra un composant d'une Politique Linguistique Commune des Caraïbes. D'autres tâches des Chapitres Nationaux comprennent le développement de recherches sur les activités en matière de langues étrangères et les besoins en services de traduction et d'interprétation, la définition des besoins nationaux en formation, l'organisation d'atelier, de séminaires et de conférences et le développement d'une banque de données nationales qui serait reliée à un système régional.

Activités proposées pour la prochaine période

45. Les activités suivantes sont proposées:

(a) Une mission est prévue pour le dernier trimestre 1988 pour sensibiliser les pays membres du CDCC aux propositions pour une planification linguistique au niveau national et régional et pour la création de l'institut de Langues des Caraïbes (ILC). Ce sera également un exercice de rassemblement des données sur la situation en ce qui concerne la formation en langues étrangères dans les pays membres du CDCC et qui sera financé par le Secrétariat de la CEE qui a été contacté pour un soutien financier sur ce projet;

(b) Planification de la réunion prévue pour 1990 pour préparer un Plan d'Aménagement Linguistique Commun des Caraïbes; et

(c) Les coordonnateurs du projet co-financeront la formation d'interprètes et de traducteurs en collaboration avec des institutions nationales de formation en langues.

COORDINATION DE LA PLANIFICATION

46. L'Unité Conjointe de Planification CEPALC/ILPES pour les Caraïbes a continué d'exécuter certains aspects de son programme de travail dans les limites de ses possibilités. Depuis la fin de la mission du Coordonnateur en Août 1987, le poste est resté vacant limitant ainsi la mise en oeuvre de son programme de travail prévu lors de la 10^{ème} Session du CDCC.

Activités réalisées

47. Les activités principales réalisées sont:

(a) L'Unité a préparé et distribué le rapport sur l'atelier commun de la CEPALC et de l'ILPES sur les Banques de Projets et les programmes d'investissement pour les fonctionnaires des Unités de Planification des Caraïbes (LC/CAR/G.253);

(b) Le Secrétariat a collaboré de façon substantielle à ce qui suit:

(i) Un cours de formation en accord avec la Banque de Développement des Caraïbes (BDC) et le Gouvernement de Trinité-et-Tobago sur la programmation d'Investissements dans le Secteur Public (PISP) qui s'est tenu à Port d'Espagne du 21 Juin au 8 Juillet 1988;

(ii) Un atelier commun de la CEPALC et de l'ILPES sur les Banques de Projets et la Programmation d'Investissements pour le personnel

des Unités de Planification des Caraïbes qui s'est tenu à Port d'Espagne, les 30 et 31 Mai 1988. L'atelier a remplacé la réunion intergouvernementale des Directeurs du Plan des Caraïbes.

- (iii) La réunion commune de la CEPALC et de l'ILPES du groupe d'experts sur le commerce et les finances, les Banques Transnationales et les Finances Extérieures à Bridgetown, Barbade du 17 au 19 Mai 1988.

(c) Autres activités

48. L'Unité a continué de chercher et de diffuser sur demande des informations sur la planification de même que rassembler et distribuer des informations utiles sur la planification économique et sociale aux Gouvernements, Instituts/Unités de Planification et aux personnes qui s'occupent des opérations de planification du développement.

Activités proposées pour la prochaine période

49. L'Unité continuera d'explorer et d'encourager les possibilités de coopération techniques dans un cadre de CTPD et continuera à fournir des services consultatifs aux gouvernements membres sur demande.

50. L'Unité continuera d'étudier avec l'ILPES une solution pour pouvoir le poste vacant de coordonnateur dans l'Unité Conjointe de Planification CEPALC/ILPES.

SECTEUR AGRICOLE

51. Les activités du Secrétariat dans ce secteur sont limitées à une action de collaboration avec les agences concernées, ceci dû à l'absence d'un responsable de ce secteur. On a fait remarquer à CDCC X qu'il y aurait un changement pour insister sur la création de liens institutionnels qui contribuent à la stimulation du développement économique et sociale global. Ainsi, le Secrétariat a développé une relation de travail entre le Secrétariat et des Institutions Nationales d'un côté et ITAL au Brésil, la Station Expérimentale d'Agriculture de l'USVI et IICA et UWI de l'autre, pour faciliter la formation de personnes dans différents domaines de l'agriculture.

Activités réalisées

52. Les activités principales réalisées sont:

(a) Financement de l'envoi de quatre techniciens des Iles du Vent à ITAL au Brésil pour une période de trois semaines pour améliorer leur compétence dans les procédés agro-industriels concernant la banane,

(b) Des discussions sont en cours avec l'Université des Iles Vierges pour fournir une aide au Service de vulgarisation agricole d'un état membre. CAEP fournira un apport au programme avant son achèvement;

(c) La collaboration continue avec UWI et IICA sur le projet CAGRIS, l'objectif étant de renforcer les possibilités des pays dans le domaine de la recherche agricole et des transferts de technologie.

53. Le Secrétariat continuera de collaborer avec ces institutions et mettra tout en oeuvre pour élargir ses liens avec d'autres agences telles que la FAO, le WFC, le CFNI et CARDATS aussi bien qu'avec d'autres agences s'occupant de l'agriculture dans la région.

SECTEUR SOCIAL

Activités réalisés

(a) Discours créole et développement social

54. Le projet a démeuré en Septembre 1985 et le rapport final a été soumis en Mars 1987. Le but du projet est le développement d'une possibilité de répandre l'information par l'intermédiaire de créole.

55. En relation avec la proposition originale, le Gouvernement Canadien a fourni à travers le CRDI des fonds pour un atelier de consultation organisé par la Fondation Nationale pour le Développement et la Recherche (NADF) de Sainte-Lucie sous l'égide du CRDI qui s'est tenue du 7 au 9 Décembre 1987.

56. Le but de cette réunion était d'obtenir les opinions spécialistes et des parties intéressées sur la faisabilité des suggestions faites dans le rapport du projet. L'atelier a aussi réfléchi à la stratégie et la structure par lesquelles les propositions pourraient être mises en oeuvre.

57. L'atelier a conclu que la structure pour la mise en oeuvre devrait comprendre un groupe consultatif composé de personnel de la recherche et du développement, un associé avec l'Etablissement du projet, et de représentants des institutions académiques des pays hors des Caraïbes concernées par l'exécution du projet. De plus il a été recommandé qu'un comité régional soit formé comprenant tous les coordonnateurs de projets nationaux.

58. On a prévu que les activités du projet pouvaient démarrer dans les domaines de l'Agriculture, la Santé; l'Alphabétisation des adultes et les Nouvelles et les Informations mais l'ordre de priorité sera déterminé pour des comités locaux créés pour mettre en oeuvre le projet.

59. Le début des activités aura lieu dans un des pays établis: Sainte-Lucie, Dominique, Martinique, Guadeloupe ou Haïti.

60. Un résultat supplémentaire du projet est un Dictionnaire du Créole Sainte-Lucien. Il a été composé par un Sainte-Lucien, basé sur des données amasées sur une période de 30 ans. Le conseiller fut mis au courant du dictionnaire pendant le cours de l'étude et en accord avec le CRDI a décidé de le publier comme partie des activités du projet.

61. Le consultant et le coordonnateur du projet original continueront à chercher un soutien financier pour la poursuite du projet et les activités qui en découlant seront à partir de maintenant sous leur responsabilité.

(b) Projet du Musée Régional de la CARICOM

62. L'activité principale de collaboration entreprise pendant la période inter-sessionnelle était une aide à la place préparatoire du Projet de Musée Régional de la CARICOM. Le Secrétariat a participé aux activités suivantes:

- (i) Une revue bibliographique sur le développement des musées dans les pays de la CARICOM et la préparation d'un rapport (Février-Mars, Septembre à Octobre 1988).
- (ii) Une mission commune en Jamaïque, à Barbade et à Trinité-et-Tobago avec un fonctionnaire du Projet Régional du Patrimoine Culturel PNUD/UNESCO (basé à Lima, Pérou). Des questionnaires furent distribués à tous les musées de la région CARICOM. L'analyse de ces questionnaires et la recherche bibliographique fourniront des informations aux délibérations du comité de direction pour le projet et fourniront des données essentielles pour la mise en oeuvre du projet; et
- (iii) Les documents principaux préparés/publicés sont les suivants:
 - a. "Planification Sociale dans le Contexte d'un Ré-ajustement Structurel" a été préparés comme un appui à un séminaire de formation sur la planification sociale; et
 - b. "Développement des Musées dans les Caraïbes Anglophones: compte-rendu bibliographique" préparé par le Comité de Direction du Projet des Musées Régionaux du CARICOM.

Activités non-réalisées

63. Aucun progrès n'a été fait dans le domaine de l'histoire orale et les traditions orales. Ce projet a donc été suspendu et on pense qu'il devait être remplacé par le projet du développement des musées.

Activités proposées pour la prochaine période

64. L'évaluation du développement dans le secteur social continuera avec la collaboration du projet OPS/OMS/CARICOM sur la livraison des services de santé.

INTEGRATION DES FEMMES DANS LE DEVELOPPEMENT

Activités réalisées

(a) Les femmes dans le Développement et la Planification (RLA/84/W02)

65. Le projet ci-dessus est achevé. Pendant cette période le secrétariat a préparé une étude analytique du budget national de St. Christophe et Névis en examinant de quelle façon la population féminine du pays bénéficie des ressources allouées à des sources publics spécifiques (document LC/CAR/G.257). Les données produites dans cette étude offrent beaucoup d'informations à propos des femmes dans le pays et contribuent aux efforts du gouvernement dans la formulation et la mise en oeuvre des projets spécifiquement de femmes.

66. Deux activités ont été entreprises en plus:

- (i) Consultations nationales en République Dominicaine et en Jamaïque basées sur des études analytiques similaires entreprises plus tôt dans ces pays. La consultation en République Dominicaine a été un grand succès grâce à la contribution substantielle de l'INSTRAW à l'organisation de la réunion. Les conclusions et recommandations des deux consultations ont été incorporées aux versions finales des documents respectifs. Une étude comparative des conclusions des sept études sur les pays terminées est soumise aux états membres du CDCC; et
 - (ii) Le Secrétariat a participé à un atelier (cours sur les femmes dans le développement ou la Planification, conjointement organisé par INSTRAW/ILPES/CELADE/CEPALC qui s'est tenu à Quito, Equateur du 16 au 17 Novembre 1987.
- (b) Les femmes dans les activités de développement et de commerce (RLA/84/W03).

67. L'étude a été élargie afin d'inclure des recherches sur l'action des femmes commerçantes dans la République Dominicaine. Les données provenant de cette étude ont contribué à mettre en lumière la contribution des femmes à une activité principale de développement dans la sous-région. L'intérêt de cette activité réside dans le fait qu'une autre étude WID, qui porte un intérêt tout particulier au rassemblement de données, a pris avantage de l'étude sur le commerce en effectuant une recherche plus approfondie dans ce secteur.

68. Des services consultatifs ont été offerts aux gouvernements en ce qui concerne les activités commerçantes des femmes dans le secteur non-officiel de la région.

69. Une réunion du groupe consultatif sur les femmes commerçantes dans les Caraïbes s'est tenue à Grenade en mai 1988. En dehors des experts et des représentants des gouvernements, plusieurs commerçantes actives de la région ont également assisté à cette réunion.

70. L'étude a maintenant été achevée. Les relations avec l'étude couramment entreprise sur "Etablissement d'une base de données sur des domaines sélectionnés de la participation des femmes du changement économique et social" ont été renforcées et une autre proposition d'étude a été avancée.

71. (c) L'établissement d'une base de données sur des domaines sélectionnés de la participation des femmes au changement économique et social (HOL/86).

72. Des recherches pour cette étude ont été effectuées dans les îles sous le vent. Les informations obtenues en ce qui concerne St. Martin, Antigua et Barbuda, Saint Kitts et Névis, et Anguilla sont utiles pour déterminer les tendances et les changements au sein du secteur commerçant inter-îles.

73. Le cadre de base et les grandes lignes de ces bases de données sur les femmes commerçantes de produits agricoles ont été établis pour Dominique, Grenade et St. Vincent-et-Grenadines.

74. Un recensement exploratoire des problèmes et expériences des femmes commerçantes opérant à Trinité-et-Tobago a été effectué, et c'est dans ce contexte que le Secrétariat a essayé d'identifier les problèmes liés aux pressions sexuelles parmi ce groupe.

75. Des thèmes prioritaires de recherche et d'action en ce qui concerne les femmes commerçantes à Haïti ont été définis et l'étude est censée débiter très prochainement.

76. Une étude est en cours de préparation pour les Antilles néerlandaises qui sont un point important de référence pour le mouvement de femmes commerçantes dans la région et doivent donc faire partir de l'étude au cours de l'année à venir.

77. Un document intitulé "Les femmes dans le commerce interinsulaire de produits agricoles dans les Caraïbes orientales" a été préparé pour le Quatrième Congrès Régional sur l'intégration des femmes tenu au Guatemala du 27 au 30 septembre 1988.

78. L'étude sera prolongée d'un an afin de: (i) Créer une base de données pour les secteurs relatifs à la Femme et le Commerce et les Industries orientées à l'exportation dans les Caraïbes; (ii) Fournir des lignes d'action pour la recherche socio-économique sur le secteur du commerce international; (iii) Préparer une étude sur l'emploi des femmes dans les secteurs officiel et non-officiel dans les Caraïbes et (iv) Publier un document destiné à procurer des données élémentaires sur les femmes et les industries orientées à l'exportation dans les Caraïbes.

(d) Publication d'une bibliographie sur les Femmes et le Développement

79. Les études entreprises dans ce secteur du programme sont les suivantes: (i) une sélection des bases de données existantes, CARBIB et CARCAT, a été effectuée; (ii) les registres ont été modifiés; (iii) des thésaurus spéciaux consacrés aux femmes ont été notés, afin de faciliter l'intégration des descripteurs supplémentaires et spécifiques; et (iv) certaines publications bibliographiques supplémentaires sur les femmes ont été indexées, annotées, extraites, résumées, préparées et insérées dans les bases de données.

(e) Documents spéciaux:

80. Les documents suivantes ont été préparés par la Division des Femmes dans le Développement:

- (i) "Women between Mainstream and Structural Adjustment in the Caribbean", 1988;
"Les Femmes entre les Courants Principaux et les Ajustements Structuraux dans les Caraïbes", 1988;
- (ii) "Women and Export - oriented Industries: a Framework", 1988;
"Les Femmes et les Industries, orientées à l'Exportation - Cadres d'Etude", 1988;
- (iii) "The Traffickers of Saint Vincent and the Grenadines, 1988:
"Les Commerçantes de Saint-Vincent-et-Grenadines, 1988; et
- (iv) "Women in the Inter-Island Trade in Agricultural Produce in the Eastern Caribbean", 1988.
"Les Femmes dans le Commerce Interinsulaire de Produits Agricoles dans les Caraïbes Orientales", 1988.

81. (f) Collaboration et coopération avec d'autres agences

- (i) Une aide a été apportée à l'UNIFEM en ce qui concerne la tenue du séminaire UNIFEM lors du Congrès Annuel des Femmes d'Affaires et Femmes Professionnelles des USA, tenu aux USA. Les sujets touchant aux femmes dans le développement des Caraïbes ont fait l'objet d'une présentation.

Des études estimatives des projets d'études émanant de la région du CDCC ont été effectuées dans le cadre d'une aide régulière accordée à l'UNIFEM;

- (ii) La collaboration avec l'INSTRAW à la tenue de la réunion concernant les Femmes et la Planification du Développement, qui a eu lieu au siège de l'INSTRAW en janvier 1988, s'est révélée très fructueuse;
- (iii) La FAO a collaboré avec la Division "Femmes et Développement" de la CEPALC en ce qui concerne le projet de base de données.
- (iv) Une aide substantielle a été apportée par la Division "Femmes des Caraïbes et Développement" à:
- a. Les Productions Cinématographiques DD à Amsterdam, en ce qui concerne la production de deux films documentaires sur les Femmes dans les Caraïbes;
 - b. Le Rape Crisis Centre de Trinité-et-Tobago en ce qui concerne la production d'un documentaire vidéo sur le viol; et
 - c. Les organisations régionales de femmes, les aidant ainsi à réaliser leurs projets.
- (g) Autres activités

82. Une aide consultative a été fournie, sur demande, à divers organismes et groupes nationaux en ce qui concerne la préparation de documents d'études, l'identification de sources de financement, et une assistance substantielle sous forme de conseils pour réaliser leurs programmes et répartir leurs informations.

83. Un séminaire de formation destiné à commencer la recherche sur le thème de la violence contre les femmes a été préparée pour Saint Vincent-et-Grenadines à la demande du Bureau des Affaires Féminines.

84. Des services consultatifs et une aide technique ont été fournis au Bureau des Affaires Féminines d'Antigua et Barbuda en ce qui concerne la recherche sur les Femmes dans les petites entreprises.

85. Des liens ont été établis entre diverses divisions sectoriales dans le but de considérer les problèmes des femmes commerçantes à Grenade et de promouvoir la formation d'une association de commerçants.

Propositions d'activités pour la période suivante

86. Les activités suivantes ont été proposées:

- (a) Suivant les conclusions et recommandations de la première phase d'étude de "Femmes dans le Développement et le Commerce", la seconde phase se concentrera sur la formation des femmes commerçantes dans des secteurs prioritaires tels que le développement d'aptitudes et le développement de la gestion de ressources humaines;
- (b) Une étude sur les entreprises orientées à l'exportation sera conduite afin d'examiner les aspects concernés par la participation des femmes dans les industries orientées à l'exportation;
- (c) La bibliographie sur les femmes sera terminée; et
- (d) L'étude sur "L'établissement d'une Base de Données sur les Domaines Sélectionnés de la Participation des Femmes dans le Changement Economique et Social" sera terminée.

COMMERCE INTERNATIONAL ET QUESTIONS FINANCIERES

Activités réalisées

- (a) Commerce compensé

87. Le séminaire prévu sur ce sujet est dans sa phase finale de préparation. Une enquête sur le terrain effectuée pour la Barbade a été achevée au début de cette année. A cause des récents développements à Suriname, celle-ci sera incluse dans l'étude et l'enquête sur le terrain a débuté. Faisant suite à ceci, des consultations seront tenues avec la CARICOM en ce qui concerne l'organisation d'une réunion commune portant sur le commerce compensé afin de considérer, inter alia, deux rapports de la CEPALC; (i) Les politiques et pratiques du commerce compensé dans des pays sélectionnés des Caraïbes, qui porteront principalement sur les diverses formes de commerce compensé et considéreront leur degré de faisabilité et de viabilité pour le commerce extérieur de la région; et (ii) la coopération entre organismes commerciaux d'état dans les Caraïbes anglophones.

(b) Financement du commerce

88. Le travail sur le financement du commerce a été accéléré l'an passé. Le rapport d'un consultant "Mécanismes de Financement du Commerce dans les Caraïbes Anglophones" a été achevé. Ce rapport, ainsi que le rapport d'un autre consultant "Les Marchés Financiers et le Commerce des Caraïbes" a été examiné par un groupe spécial conjoint UNCTC/CEPALC, composé d'experts sur le Financement du Commerce, les Banques Transnationales et les Finances Extérieures, qui s'est réuni du 17 au 19 mai 1988, à la Banque Centrale de Barbade, à Bridgetown.

89. Les participants à cette réunion ont entrepris une étude approfondie des mécanismes de financement du commerce dans les Caraïbes Anglophones et ont analysé le rôle des banques transnationales et des finances extérieures dans leurs économies. A la conclusion de cette rencontre, un rapport fut adopté, qui incluait une série de recommandations. Le rapport est soumis à cette session du CDCC à qui il est demandé d'indiquer quels secteurs spécialisés du financement du commerce ont besoin d'être examinés et élaborés.

(c) Commerce dans les services

90. Le second séminaire sur les services consultatifs en matières de technologie, gestion et ingénierie ne s'est pas concrétisé parce que la CARICOM a organisé un séminaire sur les mêmes sujets, auquel la CEPALC a été invitée. De plus, les fonds pour le séminaire tels qu'ils étaient envisagés dans le document original d'étude n'ont pas été disponibles. Cependant, après de récentes consultations, on peut s'attendre à ce que le PNUD fournisse des fonds (d'un montant de 30.000 dollars) pour le troisième séminaire sur les services non-productifs (services immobiliers, tourisme et services éducatifs). Dès que ces fonds auront reçu leur approbation, les séminaires seront organisés; les participants viendront à la fois du secteur public et du secteur privé.

91. L'étude intitulée "Etude des services commerciaux pour l'OECO, prenant Sainte Lucie comme modèle" a fait l'objet de consultations entre la CEPALC, le PNUD et l'OECO. L'OECO a informé le Secrétariat de la manière dont elle souhaiterait voir se réaliser une étude sur les services pour l'OECO, et après consultation avec le PNUD, le Secrétariat a été informé du fait que l'étude pour l'OECO pourrait être soumise à la CARICOM par l'OECO elle-même et être éventuellement insérée dans le programme régional pour les Caraïbes anglophones.

(d) Facilitation du commerce

92. La publication du Secrétariat, "Guide des Procédures Commerciales" apporte des renseignements sur les conditions de base en vigueur dans le commerce national et régional et la documentation indispensable pour livrer des marchandises à l'acheteur et payer le vendeur. Elle détaille un certain

nombre de mesures relatives aux régimes d'importation et d'exportation de chaque pays, qui incluent des renseignements sur les politiques de droits de douane, d'impôts et de conditions d'échange, réglementations en ce qui concerne les échanges de devises et les pratiques commerciales restrictives.

93. Le Secrétariat a soumis une proposition à la CEPALC, à Santiago, en ce qui concerne la mise sur ordinateur de ce guide l'an dernier. Un donateur bilatéral fait actuellement l'objet d'une étude de financement.

(e) Promotion de commerce

94. Aucune réponse n'a été donnée au profil du projet proposant la création du poste de Conseiller Régional au Commerce spécialisé dans la Promotion de l'Exportation. Aucun progrès n'a donc été effectué dans ce secteur. L'activité commune avec le CIC qui était proposée n'a pas été étudiée plus avant principalement à cause d'un manque de fonds.

95. (f) Assistance technique

(i) Assistance aux Organisations Commerciales d'Etat. L'étude intitulée "Coopération parmi les Organisations Commerciales d'Etat dans les Caraïbes Anglophones" a été achevée en août 1988 par un consultant suivant les commentaires qui furent faits, le consultant doit réviser le document à temps pour le soumettre au CDCC XI.

(ii) Suite donnée au Financement de Commerce.

(iii) Protectionisme dans le Commerce Agricole.

(iv) Commerce et Transfert de Technologie.

96. Aucune réponse n'a été donnée aux profils de projets envoyés en relation avec (ii), (iii) ou le document de projet en relation avec (iv).

Activités proposées pour la période à venir:

(a) Services

97. Le séminaire sur les services relatifs aux biens fonciers à l'immobilier et les services d'éducation et de tourisme aura maintenant lieu en 1989 sous réserve d'approbation des fonds par le PNUD à un niveau de 30.000 dollars. Ce montant a fait l'objet d'une demande originale par le projet sur le commerce dans les services. De récentes discussions avec le PNUD montrent la volonté de ce dernier de mettre ces ressources à la disposition du projet.

(b) Financement du commerce

98. Le rapport du Groupe spécial d'Experts sur le Financement du Commerce, les Banques Transnationales et les Finances Extérieures, est soumis à la considération et à la prise d'actions par le CDCC. Le CDCC pourrait recommander dans quels secteurs spécialisés du financement du commerce le Secrétariat pourrait travailler.

(c) Commerce compensé

99. Les résultats de la rencontre sur le commerce compensé organisée pour la fin de l'année pourront indiquer dans quelle mesure le travail sur le commerce compensé doit continuer.

(d) Coopération entre entreprises multinationales de production

100. Le travail sur la coopération entre organismes commerciaux d'état a été achevé. Le CDCC pourrait demander au Secrétariat de poursuivre ce travail sur la coopération entre entreprises multinationales de production. Une progression dans ce secteur était envisagée pour les deux années précédentes 1986/1987.

(e) Programme EMPRETECH (Activité commune avec le UNCTC)

101. Le programme ci-dessus a été élaboré par le centre des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales. Il a pour but de créer une infrastructure permanente pour l'identification, la sélection, la formation, le financement et le soutien continu de nouvelles industries prometteuses, de production et de service dans les pays en développement. Le programme fait appel à l'expérience de sociétés transnationales pour aider des entreprises débutantes à se mettre en place, guidées en cela par les recherches de l'UNCTC sur les activités des firmes transnationales dans les pays en développement.

102. Une mission d'étude a été récemment chargée de discuter des possibilités d'un programme pour les Caraïbes. Des informations ont pu être obtenus sur l'étude pilote qui a débuté il y a 8 mois en Argentine. L'UNCTC a instruit le Secrétariat de préparer un programme pour la région. Ceci est en voie d'être fait, et sera soumis à l'UNCTC après consultations.

DEMOGRAPHIE

Activités réalisées

103. Le Groupe de Démographie CEPALC/CELADE à Port-of-Spain terminera

à la fin de cette année sa quatrième année d'activités. Durant la première moitié de cette période, la plupart de ses activités ont tendu à établir ce groupe, à développer son programme de travail, renforcer ses liens de travail avec les gouvernements membres du CDCC et accroître les relations avec les organismes sous-régionaux, régionaux et internationaux concernés.

104. Plusieurs missions d'évaluation des besoins ont été menées, ce qui a entraîné des relations de travail plus étroites entre les gouvernements et le groupe, particulièrement en ce qui concerne l'amélioration du système de statistiques de l'état-civil, la formulation de politiques démographiques et l'intégration d'informations liées à la population au sein de la planification économique et sociale. La seconde moitié de la période a été consacrée à la mise en oeuvre de projets dans ces secteurs à la demande des gouvernements.

105. Durant la période concernée, le Secrétariat a débuté un projet de 3 ans financé par le FNUAP et destiné à aider les gouvernements à intégrer les questions de population dans la planification du développement et à mettre en pratique les politiques démographiques. Afin de faciliter cette tâche, une aide sera fournie sous forme de l'Etablissement de Conseils Nationaux de la Population ainsi que de Divisions Démographiques dans les ministères nationaux de planification. Ces services seront responsables de la coordination et la mise en pratique des politiques démographiques, et de l'intégration des facteurs démographiques dans le procédé de planification. Les activités envisagées incluent l'installation de services consultatifs et techniques, la mise à disposition de lignes d'action, de recherches, d'apports de données, de formation de personnel, et d'équipement destinés à être utilisés par les services démographiques comme suit:

(a) Intégration de la population dans la Planification - Etablissement de Services Démographiques

106. Une aide est apportée aux gouvernements de Sainte-Lucie, Saint Vincent-et-Grenadines et Grenade en ce qui concerne l'établissement de Services Démographiques dans les ministères du plan. La principale fonction de ce service est de coordonner les activités relatives à la mise en pratique des politiques nationales de démographie et à l'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement.

107. A cet égard, une aide a également été apportée aux gouvernements dans la préparation d'une proposition de projet destiné au FNUAP pour assister financièrement au recrutement d'un coordinateur national de la démographie pour diriger le service démographique.

(b) Mise en pratique de la politique démographique

108. Une aide est apportée aux gouvernements de Sainte-Lucie, Grenade, Saint-Vincent-et-Grenadines en ce qui concerne l'établissement de Conseils Nationaux de la Population responsables de la direction des activités touchant à la mise en pratique des politiques démographiques nationales. Les réunions initiales pour le lancement des Conseils Nationaux de la Population ont déjà eu lieu pour deux pays (Sainte-Lucie et Grenade). De plus, un séminaire destiné à créer une prise de conscience a été tenu, afin de discuter les buts et stratégies de la politique démographique, en collaboration avec le gouvernement de Sainte-Lucie pour les planificateurs de haut niveau et les preneurs de décision politique.

(c) Formation aux applications de Microordinateurs

109. Un cours de formation régionale de deux séminaires intitulé "Analyse des Relations dans la Planification à l'Aide de Micro-ordinateurs" a eu lieu du 31 octobre au 11 novembre 1988 à Trinidad. Près de 28 personnes y ont participé en provenance de dix-sept pays. Le but de ce cours est d'améliorer les capacités des planificateurs et des statistiques dans la conduite de recherches socio-économiques et démographiques pour intégrer la population dans le processus de planification socio-économique. Des micro-ordinateurs et imprimantes ont été fournis aux pays participants qui ont l'intention d'établir des Services Démographiques.

(d) Etudes de recherche intégrée sur la Population et le Développement

110. Le travail sur un projet de recherche concernant les relations entre fertilité, mortalité, migration et développement a commencé en collaboration avec l'Université des Indes Occidentales, l'Université de l'Indiana et d'autres organisations régionales et internationales. Le projet conduira une étude du niveau de connaissance des liens entre population et développement, l'identification de lacunes dans cette connaissance et la formation de recommandations à orientation politique. Les résultats de cette étude seront utiles à la planification du développement et de la population ainsi qu'à l'identification des recherches nécessaires pour améliorer la planification.

(e) Etablissement d'une Banque de Données Socio-démographiques et d'un Système d'Informations sur la Population

111. Une banque de données socio-démographiques sous-régionale est actuellement en cours d'installation. Un certain nombre d'études exploratoires sont en cours pour préparer l'entrée de données supplémentaires ainsi que l'évaluation de données. De plus, des statistiques de recensement de l'état civil et d'autres informations touchant à la population, actuellement disponibles, sont insérés dans la banque de données. Un Système d'Information sur la Population qui fera partie du CARISPLAN du Centre de Documentation ainsi que du DOCPAL d'Amérique Latine est également en préparation. Les pays seront alors censés être en mesure d'avoir accès aux données via le système de micro-ordinateurs du Centre de Documentation.

(f) Estimations démographiques entre Recensements et Postérieures aux Recensements dans les Caraïbes

112. La division démographique de la CEPALC/CELADE est en train de préparer des estimations de population entre recensements et après recensements pour les pays de la sous-région. Ces données seront d'une grande valeur pour le calcul de plusieurs formes d'information démographique, ainsi que pour le développement de données sociales et économiques nécessaires au travail des planificateurs et preneurs de décision politique dans des agences gouvernementales ou non-gouvernementales. Un atelier de formation de trois jours a également été organisé pour aider quelques pays à renforcer la capacité de leurs gouvernements à préparer leurs propres estimations entre recensements. De plus un programme pour micro-ordinateurs et un manuel de l'utilisateur ont été élaborés pour calculer les estimations. Les programmes et les manuels seront distribués aux gouvernements qui pourront les utiliser eux-mêmes à la fin de ce projet.

(g) Sommaire de Statistiques Socio-démographiques dans les Pays des Caraïbes

113. Le Sommaire est actuellement en cours de réalisation et fournit une analyse comparative des tendances avec comme objectif de découvrir parmi celles-ci des particularités ainsi que des points communs. Un schéma de présentation de données chiffrées a été préparé; une mission d'étude pour rassembler et évaluer des données est actuellement en cours, portant en particulier sur des groupes tels que la jeunesse, les femmes et les personnes âgées. Ce sommaire sera publié annuellement.

(h) Récupération de Données de Recensement de Petites Aires par des Micro-ordinateurs (REDATAM)

114. En collaboration avec la Division de Statistique du Secrétariat, les activités pour l'expansion du projet REDATAM se poursuivent afin d'introduire ce système dans quatre pays supplémentaires. REDATAM vise à aider au renforcement des capacités d'analyse économique et démographique au niveau des plus petits secteurs géographiques, promouvant ainsi les capacités de planification. Les activités au programme inclueront le développement de logiciels afin de transférer des données de recensement sur des disquettes, l'installation de ce système dans chaque pays, et la conduite de séminaires de formation pour aider à l'opération et à l'application de ce système.

(i) Atelier de Formation sur les Statistiques d'Etat-Civil

115. Une réunion a eu lieu comme suite à l'Atelier de la CEPALC/OPS sur l'Enregistrement des Naissances et des Statistiques d'Etat-Civil dans les Pays des Caraïbes Anglophones, afin de passer en revue le rapport final avant sa publication ainsi que d'instaurer des stratégies de suivi.

(j) Analyse Approfondie de Recensements

116. Les premières ébauches de monographies pour trois pays - Grenade, Saint-Vincent-et-Grenadines et les Iles Vierges Britanniques, actuellement en préparation au titre d'un projet financé par la FNUAP en coopération avec la CARICOM et l'ISER, ont été achevées et soumises au Coordinateur de Programme. Des travaux de révision sont actuellement en cours.

117. Afin de faciliter cette révision, des missions d'étude sont actuellement entreprises dans les pays participants afin d'effectuer une évaluation plus approfondie ainsi qu'une analyse de données de recensement et de statistiques d'état-civil. La publication de leurs travaux est censée prendre place dans les quelques mois à venir.

(k) Publication Effectuée par le Séminaire sur la Politique Démographique

118. La CEPALC a aidé la Division Démographique du Ministère de la Santé de Trinité-et-Tobago à fournir les fonds pour la compilation et l'édition d'un livre intitulé "In Search of a Population Policy". ("A la Recherche d'une Politique Démographique"). Cette activité fait partie du programme global d'assistance technique qui est fourni au gouvernement pour l'aider à formuler sa politique démographique nationale.

(l) Projections Démographiques

119. Le travail se poursuit sur les projections démographiques (1980-2015) de neuf pays des Caraïbes. Les données sont actuellement évaluées et les hypothèses révisées à la lumière des nouvelles données. Les analyses pour ces trois pays ont déjà été achevées et la préparation du document final destiné à être publié a commencé.

(m) Etudes de Recherche sur la Mortalité dans les Caraïbes

120. Le travail a commencé sur l'étude des schémas de mortalité dans les Caraïbes avec pour but d'améliorer la connaissance des facteurs qui ont contribué au changement de la mortalité et d'apporter des recommandations pour leurs programmes de santé.

121. A cet effet, un consultant a été sélectionné pour analyser et évaluer les données démographiques, pour effectuer des ajustements lorsque nécessaires, et également pour évaluer la qualité des données sur la mortalité dans ces pays afin de déterminer une structure modèle pour les Caraïbes.

122. Le Secrétariat a également collaboré avec l'Association de Planning Familial de Trinité-et-Tobago et l'Université des Indes Occidentales dans la conduite d'une Etude de la Démographie et de la Santé à Trinité-et-Tobago. Le but de cette étude était d'apporter une information récente sur la fertilité et la mortalité qui est nécessaire comme donnée de base pour le processus de planification.

Activités proposées pour la période à venir

123. Afin de compléter les activités (b) - (e) ci-dessus, un certain nombre de séminaires de formation auront lieu. Ils ont pour objectif d'accroître la connaissance et la conscience des corrélations entre le développement économique et le développement social; de renforcer les capacités des planificateurs et des preneurs de décision politique à faire passer les stratégies démographiques nationales dans des politiques et programmes socio-économiques spécifiques, et de renforcer les techniques d'analyse pour l'apport de données de base dans les plans de développement. La partie formative comportera:

124. (a) Trois séminaires régionaux de deux semaines, pour près de vingt personnes, sur les sujets suivants:

- (i) Méthodes d'analyse de données démographiques et socio-économiques pour la planification à l'aide de micro-ordinateurs;
- (ii) Théorie et méthodes d'analyse démographiques pour la planification; et
- (iii) Techniques d'intégration de la population dans la planification du développement.

125. (b) Des séminaires nationaux de formation de trois jours sur la mise en pratique de politiques démographiques seront tenus dans quatre pays et deux séminaires sur la formulation de politiques seront tenus dans la République de Trinité-et-Tobago. Les séminaires ont pour objectif d'établir et de renforcer le système institutionnel national nécessaire à la mise en pratique des politiques démographiques et au passage de stratégies démographiques en des programmes socio-économiques concrets.

126. Les activités suivantes se poursuivront durant la période à venir:

- (i) Etudes de Recherche Intégrée sur la Population et le Développement;
- (ii) Etablissement d'une Banque de Données Socio-Démographiques et d'un Système d'Information Démographique;

- (iii) Estimations Démographiques entre Recensements et Après-Recensements pour les Pays des Caraïbes
- (iv) Récupération de Données de Recensement pour Petites Aires par des Micro-ordinateurs (REDATAM)
- (v) Analyse Approfondie de Recensements;
- (vi) Projections Démographiques
- (vii) Sommaire de Statistiques Socio-Démographiques dans les Pays des Caraïbes. La deuxième publication de Sommaire de Statistiques Socio-Démographiques dans les Pays des Caraïbes sera achevée durant cette période. Celui-ci traitera plus en détail des secteurs particuliers relatifs aux questions démographiques telles que les femmes, la jeunesse et les personnes âgées, et donnera également des indications sur les conséquences pour le développement socio-économique de tel ou tel pays individuel ou région durant cette période.

RESSOURCES NATURELLES

Activités réalisées

(a) Tourisme et environnement dans le Développement des Caraïbes

127. Bien que l'étude "Tourisme et Environnement des Caraïbes Elargies" a été achevée pour l'essentiel, le Secrétariat demeure actif dans plusieurs secteurs de suivi.

128. A la demande du gouvernement des Iles Vierges Britanniques, le Secrétariat a participé à un Séminaire sur la Gestion Touristique et les Questions de Développement de l'Environnement et a présenté une étude écrite "Approaches to Successful Tourism Development and Environmental Protection and Management in the British Virgin Islands" ("Approche d'un Développement Réussi du Tourisme, et d'une Protection et une Gestion Réussies de l'Environnement dans les Iles Vierges Britanniques"); le séminaire avait pour but de préparer une nouvelle politique et une nouvelle stratégie sur le tourisme dans les Iles Vierges Britanniques.

129. Le Secrétariat a participé à une réunion inter-agences convoquée par la CARICOM "Tourisme et Environnement" avec comme objectif de préparer une définition d'objectifs destinés à être approuvés par les ministres de la CARICOM responsables du tourisme.

130. Le rapport de la Réunion d'Experts des Caraïbes Elargies sur l'Environnement et le Tourisme dans le Développement des Caraïbes a été utilisé comme matériel de support initial pour la Vingtième Réunion Annuelle de l'Association Caraïbe pour l'Environnement.

(b) Etudes Régionales d'Evaluation des Eaux Usées et de Conservation du Littoral

131. Avec l'aide technique du gouvernement de Barbade et l'aide financière du gouvernement du Canada et des Pays-Bas, le Secrétariat a coordonné un recensement des pratiques actuelles, d'évaluation des eaux usées, ainsi que de conservation du littoral, et a identifié des propositions pour un projet orienté vers l'investissement destiné à être soumis à des agences financières potentielles. Dans la réalisation de ce projet le Secrétariat de la CEPALC/CDCC a travaillé en étroite collaboration avec un comité de planification qui incluait les Secrétariats de l'OPS, la CARICOM et l'OECD, le BDC et le gouvernement de Barbade. Le projet a réalisé ses objectifs avec succès et a été à l'origine de la distribution à grande échelle des quatre apports suivants:

- (i) "Résumé du Rapport sur les Projets d'Evaluation des Eaux Usées et les Projets Nationaux Identifiés dans ce Domaine";
- (ii) "Propositions pour la Conservation du Littoral dans les Caraïbes Orientales";
- (iii) "Rapport sur les Problèmes d'Evacuation des Eaux Usées dans les Caraïbes Orientales"; et
- (iv) "Etude Régionale de Conservation du Littoral".

132. Les propositions identifiées pour l'évacuation des eaux usées se chiffrent à près de 19 millions de dollars US. Parmi ceux-ci, 15.8 millions correspondent aux estimations de coûts nécessaires à la mise en oeuvre de deux projets finals de conception et de construction. Les 2.2 millions restants sont principalement destinés à effectuer des études de conception ou d'ébauche de conception qui résulteront éventuellement en des projets de construction. Tous ces projets ont une envergure nationale marquée car les possibilités de coopération régionale dans leur mise en oeuvre semblent limitées;

133. Contrairement aux tendances nationales et d'investissement des propositions de projets pour l'évacuation des eaux usées, les propositions retenues pour la conservation du littoral sont régionales et sont davantage orientées vers la formation, un renforcement de la conscience des institutions et l'apport de données quantitatives. La seule exception étant le projet d'étude de faisabilité pour l'approvisionnement en sable côtier pour la construction et le renforcement de plages.

(c) Question de la Gestion Sous-culturelle et de l'Environnement dans le Tourisme aux Caraïbes

134. Ce projet fait suite au projet commun PNUE/CEPALC "Tourisme et Environnement dans les Caraïbes Elargies" et est financé par le Gouvernement des Pays-Bas. Le Secrétariat a obtenu l'avis du CTCRC, l'UWI l'ACE avant de finaliser la méthodologie du projet.

135. Le début va maintenant porter essentiellement sur trois éléments majeurs: (i) la perception du tourisme par la population d'accueil; (ii) les relations employeur/employé; et (iii) l'utilisation des ressources naturelles et culturelles dans le développement du tourisme. Le Secrétariat a contacté l'UWI pour lui demander de collaborer à la mise en oeuvre de ce projet.

(d) Collaboration avec d'autres agences

136. Des activités de collaboration entreprises avec des agences régionales et internationales sont les suivantes:

(i) PNUE/ORLAC

Au titre de l'aide-mémoire de coopération entre le Secrétariat et le Bureau Régional pour l'Amérique Latine et les Caraïbes pour le Programme des Nations Unies sur l'Environnement (PNUE/ORLAC) (voir LC/CAR/G.30 paragraphe 183) un programme d'assistance technique au gouvernement de Trinité-et-Tobago a été lancé pour évaluer les options d'une gestion de l'environnement à Trinité-et-Tobago.

(ii) Unité de coordination régionale du PNUE pour le Plan d'Action des Caraïbes (PNUE/URC/PAC)

Le Secrétariat a pris part au groupe d'études rassemblé par le PNUE/URC/PAC. Portant sur les Incidences des Changements de Climat dans les Caraïbes Elargies, un rapport "Questions Socio-économiques et Incidences des Changements de Climat dans les Caraïbes" a été préparé en commun avec la Commission Inter-Océanique pour les Caraïbes" (IOC/IOCARIBE), et l'Institut Océanographique de Woods Hole (WHOI). Lorsqu'il sera terminé, le rapport sera distribué par PNUE/URC/PAC;

(iii) CTCRC

A la demande du CTCRC le Secrétariat a pris part à un atelier sur la planification économique du tourisme et au groupe d'étude régional qui a ensuite été rassemblé pour établir une définition concrète et améliorée du tourisme en réponse aux données et aux besoins de planification continuellement plus sophistiqués du secteur touristique.

(iv) PNUD/Organisation Mondiale du Tourisme (OMT)

Le Secrétariat a pris part à une mission d'étude du PNUD/OMT pour identifier des actions prioritaires devant être entreprises dans le secteur touristique d'Haïti, pour évaluer l'infrastructure touristique existante et pour étudier les relations existantes entre les secteurs publics et privé;

(v) Association Caraïbe pour l'Environnement (ACE)

Le Secrétariat a maintenu avec la ACE une constante échange de vues sur tous les aspects de son programme de travail et a participé aux discussions du programme commun ACE/IUCN portant sur l'intégration des études d'évaluation de l'import sur l'environnement dans la planification du développement;

(vi) Caribbean Environmental Health Institute (CEHI)

(Institut Caribéen d'Hygiène du Milieu)

Le Secrétariat a pris part à la réunion du groupe inter-agences de l'institut et a échangé ses vues à de nombreuses occasions avec le CEHI sur les éléments de son programme de travail.

Activités non réalisées, reportées ou suspendues

137. (a) La mise en oeuvre du projet sur "La Gestion de l'Environnement et la Planification du Développement dans les Pays des Caraïbes" a été ajournée en attendant l'approbation du document de projet par le PNUE;
138. (b) Le financement de d'avant-projet sur "la Planification Multi-Sectorale et l'Intégration Effective du Tourisme et de l'Environnement" n'a pas été approuvé par le Comité de Surveillance du Plan d'Action des Caraïbes, et le projet a donc été ajourné.
139. (c) Le séminaire sur "la Gestion des Zones Marines Protégées pour un Développement Soutenu" a d'abord été reporté puis révisé. Le Secrétariat attend une réaction de donateurs potentiels; et
140. (d) Le manque de ressources a empêché le Secrétariat de démarrer le projet sur les techniques d'évaluation pour faciliter le choix entre des usages potentiellement opposés ou ressources naturelles.

Activités proposées pour la période à venir

141. Le Secrétariat se propose de prolonger son étroite collaboration avec les agences régionales et internationales en ce qui concerne le développement et la mise en oeuvre des activités de projet communes suivantes:

(a) Etudes d'Evaluation des Eaux Usées et de Conservation du Littoral au Plan Régional

142. En collaboration avec le Secrétariat de la CARICOM, la BDC et l'OPS, il a été proposé de tenir une réunion qui aura comme objectif la Mobilisation de Ressources et comme thème "le Développement et le Financement du Secteur d'Evacuation des Eaux Usées". Les participants à la réunion seront à la fois des représentants des pays et des agences donatrices.

143. Le Secrétariat tiendra également des consultations avec le Secrétariat de la CARICOM et d'autres membres du comité de planification sur les mécanismes les plus appropriés pour mobiliser les ressources, et qui seront ensuite proposés à l'approbation des gouvernements membres;

144. (b) Questions de gestion socio-culturelle et relatives à l'environnement dans le tourisme aux Caraïbes

145. Ce projet continuera en 1989 et ses activités comprendront:

- (i) la coordination et l'exécution d'études de cas et la préparation de rapports par pays;
- (ii) La distribution des rapports par pays et des études de cas;
- (iii) Des ateliers nationaux;
- (iv) La préparation et la distribution de documents comparatifs;
- (v) Un séminaire régional de formation;
- (vi) La préparation d'un rapport sur le séminaire et ses conclusions et recommandations particulières.

146. La préparation d'un avant-projet intitulé "Développement-Croissance-Economique-Environnement" ayant pour objectif de résoudre les conflits apparents entre la croissance économique et l'environnement grâce à l'identification de projets générateurs de revenus et orientés vers le développement et sans effets nocifs pour l'environnement.

AUTRES ACTIVITES DU SECRETARIAT

a) Evaluation des réalisations économiques des pays des Caraïbes

147. La formule traditionnelle d'étude économique des pays des Caraïbes a été modifiée dans un effort pour fournir des données qui soient plus récentes et plus adaptées aux besoins des pays du CDCC, tout en prenant à la fois en considération les obstacles plus grands touchant aux ressources, et auxquels le système entier doit faire face. En conséquence les activités de recensement ont été divisées entre une évaluation à long terme des réalisations économiques pendant une période de dix ans et qui sera préparée chaque année et se concentrera sur des sujets différents d'intérêt spécialisé, et d'autre part une étude à plus court terme des réalisations économiques générales qui sera publiée deux fois par an.

Activites realisées

148. Les documents suivants ont été préparés et publiés:

- i) "An Evaluation of Economic Performance of CDCC Countries with Special Reference to the Genesis and Evolution of the External Debt between 1977-1986" - "Une évaluation des réalisations économiques des pays du CDCC avec une référence spéciale à l'origine et à l'évolution de la dette extérieure entre 1977 et 1986" (LC/CAR/G.255). Le document portant sur la République Dominicaine, Guyana, Jamaïque, les pays de l'OECD et Trinité-et-Tobago met l'accent sur l'existence de corrélations entre la politique fiscale, le secteur extérieure et la dette extérieure.
- ii) "An Evaluation of Economic Performance of CDCC Countries for 1987" - "Une évaluation des réalisations économiques des pays du CDCC pour 1987" (document LC/CAR/G.245) fournit un relevé général des développements économiques pour quelques unes des économies des pays les plus avancés (MDC) et apporte des informations sur les niveaux de réalisation dans quelques-uns des principaux secteurs économiques de la sous-région.
- iii) "Agricultural Sector Policy and Macro-Economic Planning" - "La Politique du Secteur Agricole et Planification macro-économique" a été publié dans le numéro 33 de la Revue de la CEPALC. Le document était à l'origine destiné à servir de base au séminaire de formation sur la Planification agricole et du développement rural tenu par la CEPALC/PROCADES/FAO à Trinidad.
- iv) "Social Planning in the Context of Structural Adjustment" - "La planification sociale dans le contexte d'un ajustement structurel" a été préparé pour servir de base à un séminaire

de formation de la CARICOM/UNESCO portant sur la planification sociale. Ce document sera révisé avant d'être publié.

Activités proposées pour la période à venir

149. Les activités suivantes sont proposées:

Publication d'un document intitulé "Etude économique des pays du CDCC avec une attention particulière portée à la croissance des services". Cette publication sera suite à la série d'études sur dix ans similaires à celles préparées pour la dette.

150. Publication de deux revues économiques à court terme sur les réalisations économiques pour respectivement les six premiers mois de 1988 et les douze mois de 1988.

151. L'évaluation des développements dans le secteur social sera poursuivie en collaboration avec le projet OPS/OMS/CARICOM portant sur l'instauration de services de santé; et

152. Des liens seront maintenus avec les activités de planification du secrétariat dans la mise à disposition de documents d'études et de services consultatifs.

b) Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

153. Lors de la dixième session du CDCC un document a été présenté, portant sur l'expérience du CDCC avec la CTPD. Les activités suivantes veulent illustrer quelques-uns des efforts du comité pour promouvoir la coopération technique entre ses membres, ainsi qu'avec la région d'Amérique latine au sens large du terme, au sein des structures de la CEPALC entière.

- i) A toutes les séances consultatives sur la Science et la Technologie, le secrétariat de la CEPALC/CCST, en coopération avec les états membres plus développés, a rendu possible la présence de personnes-ressource pour présenter et discuter des questions touchant à la science et la technologie. C'est ainsi que lors de la délibération portant sur Antigua des personnes-ressource sont venues de Trinité-et-Tobago et de Barbade. Pour la délibération portant sur Sainte-lucie, des personnes de la Trinité, aux Indes et du Paraguay étaient présentés, alors que pour le séminaire sur Dominique, Trinité-et-Tobago et Barbade ont apporté leurs concours.
- ii) Ainsi qu'il a été mentionné dans le rapport sur le Secteur agricole, le gouvernement du Brésil a offert de former quatre techniciens à la transformation agro-industrielle, aux frais du Brésil. Cette activité peut être d'un intérêt extraordinaire, particulièrement pour les Iles du Vent en ce qui concerne le développement de nouveaux produits dérivés de la banane.

- iii) Trois personnes provenant de Trinité-et-Tobago se sont rendues au Chili pour y observer le fonctionnement des banques des données. Une banque de données de projets permet aux gouvernements de suivre l'évolution des projets aux diverses étapes de mise en oeuvre, en commençant par l'étape de conception de l'idée de projet, et permet également aux gouvernements de suivre et d'évaluer le degré de saturation existant dans les activités de projet de tel ou tel secteur. Grâce à l'utilisation de cette banque de données sur les projets, les gouvernements seraient à même de gérer et d'évaluer l'efficacité de la mise en oeuvre des projets.
- iv) Les membres du personnel de la CEPALC continuent d'apporter une aide à divers pays dans des secteurs sélectionnés par exemple, deux membres de personnel ont tenu un séminaire de formation d'une semaine portant sur le traitement de texte et les opérations sur tableur pour les personnes de l'Association du Planning Familial des Caraïbes à Antigua. Avec cette formation, l'CFPA a pu améliorer sa capacité à mettre des documents sous forme exploitable sur machine et à donner une réponse plus rapide aux demandes de renseignements, ainsi qu'à faciliter l'échange d'informations.

154. Des activités similaires concernant une zone plus large et des secteurs variés seront entreprises par le secrétariat dans les années à venir.

c) Relations Caraïbes/Amérique latine

155. Le secrétariat collabore avec l'Institut pour l'Intégration de l'Amérique latine (INTAL), une agence de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID), située à Buenos Aires, en Argentine, en ce qui concerne une étude sur le commerce de denrées agricoles de base.

156. L'objectif de cette étude est de déterminer le montant et la valeur des produits de base spécifiques qui font l'objet d'échanges entre l'Amérique latine et les Caraïbes. L'étude essaie également de déterminer dans quelle mesure les structures tarifaires, les coûts de transport et le financement du commerce affectent le niveau des échanges régionaux.

157. Le secrétariat a assumé la responsabilité du rassemblement et de l'analyse de données pour quatre pays: Barbade, Bélice, Guyana et Trinité-et-Tobago. L'étude conclue que, pour l'instant, étant donnée la crise de devises étrangères, particulièrement à Trinité-et-Tobago et Guyana, le financement du commerce est la variante la plus importante qui affecte le commerce régional.

158. Un rapport a été soumis à INTAL. Le projet finit par une simulation des négociations portant sur les mesures nécessaires à l'accroissement du commerce régional.

d) Soutien aux états membres de l'OECO

159. Les activités entreprises correspondent aux préoccupations immédiates révétees dans les décisions de l'Autorité de l'OECO comprenant les chefs de gouvernement, et sont classées en trois grands groupes définis à dessous:

Poursuite du processus d'intégration de l'OECO

160. Les efforts d'intégration ont surtout porté sur le renforcement de l'union douanière parmi les pays de l'OECO, et les activités a cet égard consistent actuellement en la mise au point finale des textes, des projets d'instruments législatifs destinés à être promulgués dans chacun des pays de l'OECO. Ces outils sont principalement axés sur l'objectif de la mise en place d'un corps commun de lois commerciales, et l'institution d'un traitement uniforme des marchandises aux frontières douanières des pays de l'OECO. Ces instruments qui ont déjà été étudiés par les autorités juridiques nationales et approuvés par l'Autorité de l'OECO sont:

- i) Loi douanière (Contrôle et gestion);
- ii) Règlements statutaires faisant partie de la loi douanière (contrôle et gestion);
- iii) Loi sur les Douanes (Droits d'importation).

161. Les activités supplémentaires de suivi nécessiteront la préparation d'Instructions Administratives par les Administrateurs des Douanes, afin d'apporter un degré d'uniformité aux Administrations douanières. Au delà de celles-ci, plusieurs options d'organisation devront faire l'objet d'examen y compris les implications d'un service douanier unifiée.

162. A part ces questions particulières à une unification douanière, d'autres initiatives visant à une intégration incluent:

- i) La révision des législations relatives à la propriété immobilière par des étrangers (avec comme objectifs d'atteindre une plus grande uniformité, un traitement préférentiel pour les citoyens des pays de l'OECO, et la stimulation d'une plus grande liberté de mouvement pour les facteurs de production au sein du marché commun de l'OECO).

ii) La révision des questions de double imposition, d'accords sur la protection des investissements, et d'accords sur les échanges d'informations, afin de coordonner les politiques nationales sur ces sujets, et atteindre un plus haut niveau d'uniformité lors d'échanges avec les principaux partenaires commerciaux (USA, Royaume Uni, Canada, France, Allemagne).

iii) Certains apports limités concernant l'unité de l'OECD.

Révision de projets et de propositions

163. Le second groupe, portant sur la révision des projets et des propositions comportant une aide financière et technique de donateurs, a occupé la plupart des journées de travail du consultant durant la période concernée. Les projets incluent:

- i) Un service de Promotion de l'investissement dans les Caraïbes avec le soutien de l'USAID (CIPS);
- ii) Une agence de Développement des Exportations des Caraïbes orientales, avec le soutien de la CEE (ECEDA);
- iii) Un service pharmaceutique des Caraïbes orientales, soutenu par l'USAID (ECDS);
- iv) Un réseau d'information pour l'OECD soutenu par l'ACDI (INFONET);
- v) Un projet d'agence pour le développement et la formation dans les Caraïbes, proposé par l'OECD/ADEP (CADET);
- vi) Une proposition de financement par autions EIB pour le secteur privé;
- vii) Une proposition de projet de révision de la Direction de l'Aviation Civile par l'OECD/ACDI;
- viii) Une proposition pour un projet OECD/CEE de développement des ressources humaines (éducation post-secondaire).

164. A propos de la dernière proposition de projet ci-dessus, le consultant a siégé dans l'équipe qui a préparé le rapport global demandé par la CEE/FDE.

165. Certains des projets, tels que CIPS, ECDS, INFONET, sont maintenant opérationnels et ne demanderont plus qu'une préparation minimale, mais d'autres comme le projet de révision de la direction de l'Aviation Civile (DCA) demanderont encore une participation importante.

Diverses questions de nature gestionnaire ou administrative

166. La troisième catégorie d'activités directement liées aux questions internes de gestion et d'administration, comprend la formulation de recommandations pour des actions spécifiques au sein des organismes dépendant de l'OECO ou des ministères ou des gouvernements, par exemple, les missions outremer de l'OECO, des fonctions de services au sein de la Direction de l'Aviation Civile de l'OECO qui impliquent des arrangements contractuels, des recouvrements de coûts etc. Dans toutes ces questions les recommandations sont passées directement au Directeur Général de l'OECO, l'autorité en charge de l'OECO ou les gouvernements, selon les cas.

167. De façon générale, le consultant travaille de temps en temps comme personne-ressource en économie avec le secrétariat central de l'OECO.

168. Pour l'instant, l'accord de Soutien logistique de l'OECO est matérialisé dans les services d'un consultant à temps partiel. Cet accord peut avoir à faire l'objet d'une révision à un accord formel entre la commission et l'OECO en ce qui concerne l'apport d'une aide au secrétariat de l'OECO et des états membres.

e) Programme de soutien aux petits pays insulaires en développement

169. Conformément à la Résolution 21(X) de la dixième session du CDCC, un Plan d'Action a été préparé, en tant que partie du programme d'activités en cours, et est contenu dans le document LC/CAR/G.259. Cette question est soumise à l'étude au point 7 de l'ordre du jour.

PARTIE II

POUVOIRS SPECIFIQUES, AUTORISATION, APPUI, ETC.
DEMANDES AU CDCCUnité de Brevets

170. Le Comité tient à exprimer sa gratitude à l'OMPI et au CRDI pour l'aide apportée à l'instauration et aux opérations de la PIDU.

Banque de données statistiques

171. Les représentants des pays sont priés de bien vouloir remarquer que le secrétariat souhaite que les données statistiques soient rapidement apportées afin d'aider à la tâche du secrétariat en matière de mise à disposition d'informations.

Science et technologie

172. Le Comité est prié de noter le rapport de la septième session plénière de la CCST et de souscrire aux décisions qui y sont prises.

173. Le Comité peut également désirer remercier le gouvernement du Brésil pour son aide au secteur agro-industriel et également l'Université des Iles Vierges pour son aide dans la formation d'enseignants scientifiques.

Coordination dans la planification

174. Le Comité peut souhaiter remercier la BDC pour son aide à mettre en oeuvre le programme de travail et pour demander à l'ILPES de faire tout son possible pour pouvoir le poste vacant dans la Division, tout en remerciant en meme temps l'ILPES pour son soutien.

Secteur agricole

175. Le Comité peut souhaiter apporter un commentaire au changement de priorités dans le programme et l'effet que peut avoir le retrait de ce poste au Bureau sous-régional sur la mise en oeuvre de décisions prises.

176. Le Comité peut souhaiter également remercier l'Université des Iles Vierges pour son aide dans les secteurs de vulgarisation et de recherche sur l'Agriculture.

Secteur social

177. Le Comité est prié d'exprimer sa gratitude au CRDI pour son généreux financement et l'intérêt très vif qui a été porté au projet "Discours créole et Développement social".

178. Le Comité est également prié d'exprimer sa gratitude à l'UNESCO pour son soutien continu aux activités du programme pour la suppression des barrières linguistiques et sa récente contribution supplémentaire de 2.500 dollars au travail des ateliers nationaux.

179. Le Comité est aussi prié de soutenir la demande faite à la CEE par les Antilles néerlandaises pour le financement du développement futur du programme.

Ressources naturelles

180. Le Comité peut souhaiter exprimer aux gouvernements de Barbade, du Canada et des Pays-Bas son appréciation pour leur soutien au projet "Etudes d'évaluation des eaux usées et de conservation du littoral" et au gouvernement des Pays-Bas son appréciation pour son soutien au projet "Questions de gestion socio-culturelle et de l'environnement dans le tourisme aux Caraïbes".

181. Afin de mettre en oeuvre les propositions de projet tels qu'elles ont été identifiées dans les études d'évacuation des eaux usées et de conservation du littoral, le secrétariat et le comité de Planification ont besoin de mobiliser des ressources substantielles. Le secrétariat souhaite obtenir l'appui du Comité dans les efforts pour mobiliser le financement nécessaire à la mise en oeuvre de ces projets.

